

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 4

Artikel: Les Etats baltes et l'OTAN : Assurances et doutes
Autor: McNamara, Eoin Micheál
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781154>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

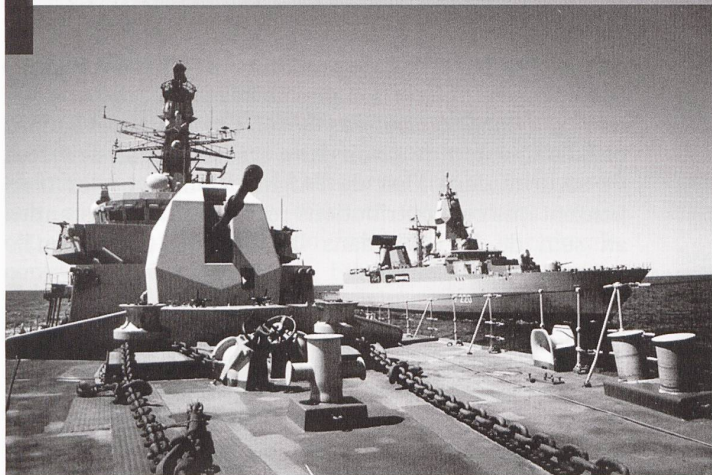
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Manoeuvres de navires britanniques et allemands dans la Baltique, sous la bannière de l'OTAN.

International

Les Etats baltes et l'OTAN : Assurances et doutes

Eoin Micheál McNamara

Candidat de doctorat, Institut de Gouvernement et de Politique, Université de Tartu, Estonie ; Associate Fellow, Institut letton pour les Affaires internationales, Riga

L'annexion de la Crimée en mars 2014 par la Russie a induit des frémissements dans les capitales des membres orientaux de l'Alliance atlantique (OTAN). La tension a été particulièrement perceptible dans les trois Etats baltes : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Cela peut se comprendre, lorsqu'on sait que l'Estonie et la Lituanie comptent d'importantes minorités russophones –environ 25% dans un cas comme dans l'autre– et que la tactique russe utilisée en Ukraine a consisté en une guerre de l'information visant la déstabilisation de la société civile, avant de déployer des forces irrégulières puis de compléter la conquête territoriale.

La tension et la menace sont perceptibles dans chacun des trois Etats baltes. Mais ici, une telle stratégie pourrait se révéler moins efficace. Ainsi l'historien économiste Olaf Mertelsmann a fait valoir les perspectives économiques meilleures, sans parler de l'éducation ou des services sociaux, comparés à ce que l'alternative pro-russe est en mesure de proposer. N'oublions pas que les russophones baltes regardent vers l'Est, au-delà de Saint Pétersbourg, dans l'oblast de Leningrad et de Pskovskaya : deux des régions russes les plus pauvres. Dans sa grande majorité, la population considère que l'indépendance et l'alliance avec l'Occident s'est révélée comme le bon choix.

Rassurer

D'un point de vue militaire et conventionnel, l'ordre du jour au sein de l'OTAN est marqué par la dissuasion et le fait de rassurer les voisins de la Russie. Les Etats baltes doivent faire face au dilemme de devoir maintenir une garantie crédible de sécurité au sens de l'article 5 de la Charte de l'OTAN d'une part, tout en tentant de faciliter la désescalade avec la Russie, dans le cadre de la crise ukrainienne. Alors que Washington avait jusque ici été timide à l'idée de déployer même une présence militaire légère en Europe de l'Est, la crise de la Crimée a aussitôt vu, dès avril 2014, le déploiement de 150 parachutistes américains dans chacun des trois Etats baltes, pour

participer à des exercices et des entraînements communs.

La fréquence des missions de police aérienne de l'OTAN a été renforcée. Etant donné qu'aucun des trois Etats baltes ne possède de chasseurs à réaction modernes, la mission de surveillance et de défense aérienne a été remplie depuis 2004 par 14 pays alliés, au travers de rotations de quatre mois. En principe, quatre appareils sont déployés pour chaque rotation. Mais avec le contingent américain du premier quart de 2014, six F-15C supplémentaires ont été déployés, précisément au moment de l'escalade de la crise de Crimée en mars 2014.

En principe, chaque rotation est assurée par un allié seul. Mais celle débutée fin avril 2014 a été réalisée par une coalition d'alliés : Danemark, France, Royaume Uni et Pologne. La rotation qui débutera en septembre 2014 inclura le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Portugal. De plus, les six F-15C américains poursuivront le renforcement de ces contingents, au minimum jusqu'à la fin de l'année.

Solidarité bien méritée

Ce renforcement des assurances de l'OTAN, par l'augmentation de la surveillance aérienne et le déploiements temporaires de forces terrestres, sont des gestes importants, en regard de la sensibilité de la situation sécuritaire actuelle. La Présidente lithuanienne en exercice, Dalia Grybauskaitė, a ainsi plusieurs fois fait référence au partenariat de son pays au sein de l'OTAN en parlant « de police d'assurance. » Les trois Etats baltes participent ainsi à cette assurance, mais participent aussi à la Force multinationale en Irak et en Afghanistan. Ils sont évidemment attentifs à la politique de « partage du fardeau » demandée par Washington depuis de nombreuses années. L'Estonie a ainsi mis à disposition des forces sans *caveats*, combattant aux côtés des unités britanniques et américaines dans la province du Helmand, où ont eu lieu des combats intenses. La Lituanie a mis à



disposition des ressources militaires et financières dans l'équipe de reconstruction provinciale (PRT) responsable de la province afghane de Ghor. La Lettonie a été active dans le transfert de savoir-faire et l'instruction de forces de sécurité dans l'Est de l'Afghanistan. Tous les trois pensent que ces contributions renforcent leurs garanties au sein de l'OTAN, dans la situation tendue qu'ils connaissent avec la Russie.

Malaise balte

Même si des mesures d'assurance importantes ont été prises, il reste des questions difficiles dans le cadre des relations entre les Etats baltes, ainsi qu'au sein de la coopération otanienne. En novembre 2012, un article du quotidien estonien *Postimees* a titré de façon sensationnaliste qu'en raison de son attitude laxiste en matière de développement de sa politique de sécurité, la Lettonie représentait désormais la plus grande menace sécuritaire pour l'Estonie. Bien qu'exagéré et eu égard à l'interdépendance sécuritaire, la Lettonie et la Lituanie en 2012 et 2013 n'ont investi que 0,9 % et 0,8 % respectivement de leur produit intérieur brut (PIB) dans la défense. L'article a voulu ainsi exprimer la frustration des dirigeants estoniens qui, eux, ont rempli l'objectif de l'OTAN de 2 % de leur PIB depuis 2012.

Un autre point de discorde est l'offre estonienne d'accueillir une partie de la mission de surveillance aérienne de l'OTAN sur sa base d'Ämari, qui vient d'être achevée. Ceci a contrarié plusieurs dirigeants lithuaniens, qui ne veulent pas voir l'OTAN quitter leur base de Siauliai, actuel point d'appui de la mission de défense aérienne interalliée.

Dans le domaine des Forces terrestres, le bataillon multinational balte (BALBAT) a eu une carrière difficile. Actif de 1994 à 2003, le BALBAT a initialement été conçu selon le *mantra* du maintien de la paix (PSO). Il a souffert de sous-investissement et de désintérêt, une fois que les Etats baltes ont rejoint l'OTAN – chacun choisissant de développer des coopérations avec d'autres partenaires. Il est désormais question de réinventer le BALBAT en tant qu'unité vouée à la défense territoriale. Il est ainsi prévue que ce bataillon participe aux exercices SABER STRIKE (2014) et TRIDENT JUNCTURE (2015), afin d'être pleinement opérationnel à cette date.

Coopération élargie

Une coopération plus vaste est problématique, au vu des objectifs divergents entre les alliés orientaux et le reste des membres de l'OTAN. Face à la Russie, plusieurs alliés occidentaux se disent satisfaits de l'approche flexible actuellement choisie – mettant à disposition dans la région des forces multinationales légères mais affichant une présence visible de l'OTAN, qui peuvent être renforcées en cas de détérioration de la situation. Un plan a ainsi été élaboré, qui verrait le déploiement de 100 militaires américains en Europe orientale à des fins d'entraînement, sur le long terme. Mais ceci n'est probablement pas suffisant pour les dirigeants locaux, qui appellent une présence plus marquée et plus durable de l'OTAN dans la région.

Critiquant l'attitude actuelle *business as usual*, les dirigeants baltes ont également des doutes vis-à-vis de la normalisation des relations françaises et allemandes avec la Russie. L'Allemagne, au vu de son interdépendance économique avec la Russie, est perçue comme un obstacle aux sanctions ou aux mesures occidentales visant cette dernière. La position française est paradoxale, contribuant à rassurer les Etats baltes à travers sa surveillance aérienne mais au même moment refusant d'annuler un contrat de 2011 fournissant à la Russie deux navires d'assaut de classe *Mistral*. En juin de cette année, 400 marins russes sont arrivés en France pour suivre l'instruction technique et opérationnelle, prévu dans cet accord.

En résumé, la résolution de ces questions et le maintien d'une cohérence au sein des membres de l'OTAN seront critiqués lors des discussions de septembre prochain. Ceci pourrait faire du Sommet de Galles la plus importante réunion de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide.

E. M. M.
Traduction : A+V



Pages précédentes et ci-contre : Les manoeuvres SABRE STRIKE 2014 ont eu lieu dans les trois Etats baltes.

Ci-dessous : Mme Dalia Grybauskaite, présidente de la Lituanie depuis 2009, rend visite aux troupes coalisées, ici à bord d'un *Léopard* 2A5DK danois. Photos © OTAN.

